Prolétaires de tous les pays, unissons-nous

n°170
10 septembre 2023
p.a.f. 0,80 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Travailleurs d'Afrique et d'Europe : mêmes exploiteurs, même combat !

Au Gabon, le général Oligui a été déclaré « président de la transition » après que l'armée ait renversé la dynastie Bongo qui occupait le pouvoir depuis 54 ans avec le soutien de la France, ancienne puissance coloniale du pays. Après le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Tchad, le Soudan et le Niger, c'est le septième coup d'État en Afrique en trois ans.

Comme nombre de travailleurs ici espèrent que l'arrivée de nouveaux partis au gouvernement apporterait une amélioration, de nombreux Africains se réjouissent de voir dégager des familles corrompues jusqu'à la moelle. Même s'ils se doutent que les nouveaux putschistes sont tout aussi avides de s'enrichir que ceux qu'ils remplacent.

C'est qu'à l'esclavage de trois siècles puis aux cent ans de colonisation, a succédé une domination économique des grandes puissances capitalistes. Des grandes fortunes continuent d'être amassées en volant le travail des populations et les ressources naturelles des pays africains. Quant aux troupes militaires occidentales envoyées sur place, elles aggravent la misère qui sévit dans ces pays et elles sont incapables de mettre fin au terrorisme de groupes religieux ou militaires.

Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, des manifestations de soutien ont exprimé la colère de la population contre le maintien de la présence militaire française, soutien du pillage des entreprises de l'ancienne puissance coloniale. Oui, les travailleurs, les ouvriers et les paysans africains ont bien des raisons de rejeter les impérialistes !

Au Congo également, le pillage des ressources et l'exploitation par les entreprises belges perdurent. Les groupes des familles belges Damseaux, Bia, Lippens... ont été transmis de père en fils et ont résisté aux vagues d'indépendance. Tel le Groupe Forrest International (GFI) de la famille Forrest qui détient des pans entiers de l'économie du Katanga. Pour assurer leurs fortunes, ces entreprises familiales se sont liées au pouvoir. George Forrest, surnommé « vice-roi du Katanga » était un soutien du dictateur Mobutu. Il lui avait confié la réalisation d'une piste d'aéroport, celle d'une base militaire, puis l'exploitation d'une mine de cuivre.

D'autres ont profité des conflits meurtriers des années 1990 pour racheter à bon prix, avec l'appui des banques dont l'ex Fortis, les sociétés abandonnées. C'est par exemple le cas de Philippe de Moerloose qui a acquis le distributeur automobile VRP ou celui de Vincent Bribosia, repreneur du groupe de chantiers navals Chanic.

Ces capitalistes n'ont pas eu de scrupule à amasser des fortunes y compris à l'est du Congo où les conflits armés entre les rebelles du M23 et les forces armées de RDC plongent depuis plus de 30 ans la population dans des conflits meurtriers. C'est d'ailleurs à Goma, dans l'est du Congo, que la Garde Républicaine vient de commettre un massacre en réprimant un rassemblement organisé par une secte religieuse qui protestait contre la présence des soldats de la mission des Nations-Unies. Plus de 50 personnes ont été tuées.

En réalité, coups d'État et violences militaires sont le quotidien de nombreux pays d'Afrique. D'autres coups pourraient suivre, comme au Cameroun où le président Paul Biya, 90 ans, est au pouvoir depuis presque 40 ans bien qu'il passe l'essentiel de son temps dans l'hôtel de luxe InterContinental à Genève en Suisse.

Mais, même s'ils le voulaient, ces nouveaux dirigeants sont en réalité incapables de se débarrasser de la tutelle d'au moins une grande puissance. Les grands groupes et multinationales dominent les marchés mondiaux et c'est cette domination économique qui oblige les pouvoirs des pays ex-coloniaux à se ranger derrière la France, les USA, la Chine ou bien la Russie.

Tant que les travailleurs, en Afrique comme ici, ne prendront pas confiance en leur propre camp, en leur propre force, tant qu'ils se retrancheront derrière « le moins pire » ou chercheront un sauveur suprême parmi les nombreux démagogues, la situation ne pourra qu'empirer.

Lees onze publicaties in het Nederlands op http://arbeidersstrijd.be

En Afrique comme ici, en Amérique et en Asie, les travailleurs constituent la seule force capable de remplacer cet ordre mondial capitaliste pourrissant. La seule force capable de mettre fin à l'exploitation et à la domination des pays riches sur les pauvres. La seule force capable d'en finir avec toutes les rivalités impérialistes qui s'étalent aujourd'hui au grand jour et qui nous mènent au chaos guerrier généralisé.

Dans ce combat, les travailleurs d'Afrique doivent pouvoir compter sur les travailleurs d'ici, qui subissent les mêmes exploiteurs et dont toute une fraction vient d'Afrique et y garde de multiples liens.

Les mythes du capitalisme sur le chômage

Le patronat et le gouvernement tentent de diminuer en permanence les allocations chômage.

Leur mesure phare : supprimer les allocations de chômage après deux ans.

Dans leur monde de riches, le problème serait que les chômeurs ne voudraient pas trouver un travail !

Les derniers chiffres sur l'emploi montrent qu'il y aurait en Belgique près de 500 000 demandeurs d'emploi pour officiellement 170 000 postes vacants mais dont beaucoup sont en réalité inexistants.

Le vrai problème du chômage, c'est que les capitalistes licencient massivement et ne veulent pas embaucher !

Ce n'est pas de la tarte !

Georges-Louis Bouchez a récemment osé dire qu'il était un « prolétaire ». « Homme à tout faire pour le patronat », aurait été plus juste. Et un qui est vraiment prêt à jouer les démagogues sans crainte de se ridiculiser.

Car pour être un prolétaire, il faut du courage, de la fierté, de la générosité, un sens de la solidarité… et puis, il faut savoir bosser.

Bouchez était déjà lamentable dans le rôle de l'apprenti-soldat, alors s'essayer au « prolétaire », ce n'est vraiment pas dans ses cordes !

Attention arnaque !

Magnette essaye de mobiliser les militants de son parti pour faire du porte-à-porte avec une pétition en faveur d'une loi européenne de taxe sur les fortunes.

Donc attention à l'arnaque en ouvrant la porte : cette organisation est déjà au gouvernement ! Astuce pour s'en débarrasser : leur rappeler qu'ils ont voté des baisses d'impôt et de cotisations sociales aux entreprises et même les intérêts notionnels et qu'ils ont distribué des milliards d'argent public… au profit des grand-fortunes.

Son cœur saigne ?

Magnette a aussi boycotté un débat organisé par le journal Le Soir entre présidents de partis, critiquant le manque de femmes invitées.

C'est vrai que les présidents de partis sont encore très majoritairement des hommes, dont lui d'ailleurs. Aux yeux des dizaines de milliers de femmes qui ont vu leurs allocations de chômage diminuer, voire disparaître, avec le gouvernement PS de 2011, son féminisme fait un peu bon marché. Mais Magnette est différent. Il aime les femmes… quand elles cochent PS sur leur bulletin de vote.

Justice à deux vitesses

Vu le manque d'inspecteurs et de juges au parquet fédéral, la magistrature a décidé de ranger près d'un quart des dossiers de criminalité financière et de corruption au placard (les criminels en col blanc).

Ainsi, la « Justice » montre son vrai visage. Contre les piquets des travailleurs de Delhaize qui protestent contre la franchisation : la répression immédiate. Et pour les millionnaires et les milliardaires qui pratiquent la fraude fiscale, qui corrompent, qui blanchissent l'argent du crime : l'abandon des poursuites.

Gaz léger et cadeaux lourds

Le ministre wallon de l'énergie, Philippe Henry (Ecolo), appelle de ses vœux un « parallélisme » scrupuleux entre le nord et le sud du pays pour la distribution des subsides pour l'hydrogène. Il veut équiper l'industrie liégeoise d'infrastructures pour accueillir l'hydrogène, pour ne pas prendre de retard sur la Flandre qui a déjà prévu des investissements en la matière…

L'utilisation de l'hydrogène comme énergie est loin d'être pour tout de suite, mais les ministres en profitent déjà pour verser de l'argent aux capitalistes. Surtout quand ils peuvent jouer sur la concurrence entre la Wallonie et la Flandre pour doubler la mise.

Les cadeaux fiscaux pour des prétextes écologiques ont beau prendre des chemins parallèles, ils finissent quand même à la même destination : les poches des capitalistes !

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

La gestion capitaliste du logement

La RTBF a diffusé le 4 septembre un reportage sur la tour de logement social « Apollo 2 » à Schaerbeek (Bruxelles). On y voit l'état de délabrement des appartements : simple vitrage, fenêtres infermables, papier peint qui s'effrite par lambeaux, cafards, souris, punaises de lit, installations électriques dangereuses, robinet qui fuit depuis des années, pièces sans électricité, 3 poubelles pour 84 ménages. Faute d'entretien, les appartements décrépissent.

La société de logements sociaux (le Foyer Schaerbeekois) se défend en disant que des travaux seront faits… d'ici 2030 ! Si tout va bien.

Ces pratiques révoltantes des gestionnaires du parc social se rencontrent souvent. Nombre de logements sociaux sont laissés dans des états de délabrement avancé : ascenseurs qui lâchent, rénovations qui n'arrivent jamais, isolation extérieure exécrable, cloisons ultra fines qui laissent passer tous les bruits, etc. Tout cela est souvent mâtiné d'un mépris social envers les locataires sociaux qui « peuvent toujours partir s'ils ne sont pas satisfaits », voire qu'on menace d'expulsion quand ils osent réclamer un logement décent ou dénoncer leurs conditions de vie.

Partir ? Mais où ?

Trop peu de logements sociaux

Le parc de logements sociaux est totalement insuffisant. Depuis 2008, leur nombre stagne en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, voire recule en proportion du nombre de nouveaux logements. Dans le même temps, les listes d'attente ne cessent de s'allonger. Il faut maintenant compter entre 10 et 15 ans avant d'avoir accès à un logement social.

Spéculation immobilière et rapacité des propriétaires

Dans le parc privé, le prix des logements explose. Alors que de nombreux logements et immeubles sont laissés inoccupés, la spéculation immobilière fait exploser le prix d'achat et de location des maisons. A Bruxelles, difficile de louer un appartement correct à moins de 1000 €/mois.

L'an passé, avec l'explosion des prix de l'énergie, les gouvernements avaient décidé de limiter l'indexation des loyers pour les logements les plus mal isolés. Mais c'est déjà fini en Wallonie et en Flandre où les propriétaires pourront de nouveau indexer les loyers sans entrave. Alors que les propriétaires peuvent augmenter les loyers pour faire face à la hausse du coût de la vie, les locataires, eux, doivent payer…

A cause du racisme, du sexisme et de la rapacité de nombreux propriétaires, il est d'autant plus difficile de trouver un logement quand on est pauvre, mère célibataire, au chômage, immigré, etc. On est contraint d'accepter n'importe quel taudis que l'on nous présente comme étant habitable. A Bruxelles, par exemple, près d'un logement sur cinq (17%) souffre de gros problèmes d'humidité, ce qui génère de nombreux problèmes de santé.

Le problème c'est le capitalisme !

Le problème du logement, c'est le problème des salaires qui sont bien trop faibles pour vivre dignement. Aujourd'hui, de nombreux travailleurs doivent dépenser plus de la moitié de leur revenu pour payer le loyer.

Si les salaires sont trop faibles, les logements inabordables et insalubres c'est parce qu'une poignée de capitalistes dirige la société et s'enrichit aux dépens de l'immense majorité de la population qui fait tout tourner dans cette société.

Ils font toujours plus de profits, y compris en baissant nos salaires. Et avec ces profits, ils spéculent sur tout : le blé, les médicaments, l'immobilier, pour gagner des milliards en plus.

En faisant cela, ils plongent des millions, des milliards de travailleurs dans la misère aux quatre coins du monde.

Hommes seuls à la rue

Cela fait des mois que le manque de place amène des milliers de demandeurs d'asile à dormir dans la rue ou dans des squats. Malgré les promesses d'ouvrir de nouvelles places, le budget ne suit pas, des communes refusent l'accueil et aucune amélioration ne se fait sentir.

Les ministres dégagent des millions pour des armes et pour recruter des soldats, ou verser des milliards de cadeaux aux entreprises. Mais tous les obstacles s'opposent pour dégager la somme nécessaire pour que des réfugiés, qui ont souvent risqué leur vie dans l'espoir d'échapper à la misère et à la guerre, puissent au moins avoir un toit.

La secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Nicole de Moor, n'a rien trouvé de mieux que d'annoncer que les hommes seuls qui demandent une protection internationale ne seront pas logés.

Les demandeurs d'asile qui sont donc exclus des centres fedasil sont ensuite chassés des gares et des stations de métro, interdits de planter leurs tentes et expulsés des occupations.

Cette situation est le résultat d'un État au service du capitalisme : les mesures qui prétendent régler la situation ne font que l'empirer, et les ministres montrent chaque jour un peu plus leur mépris envers les êtres humains.

Expropriation capitaliste

Le dernier documentaire de la série Investigation montre comment le nombre de fermes agricoles a été divisé par trois en quarante ans. Les terres sont de plus en plus concentrées dans les mains de gros groupes industriels et de chaînes de magasins comme Colruyt.

La disparition des petits paysans et l'expropriation de la petite propriété sont en fait aussi anciennes que le capitalisme. Déjà en 1848, Karl Marx répondait en ces termes aux gros propriétaires qui critiquaient le communisme : « *Vous êtes saisis d'horreur parce que nous voulons abolir la propriété privée. Mais, dans votre société, la propriété privée est abolie pour les neuf dixièmes de ses membres. C'est précisément parce qu'elle n'existe pas pour ces neuf dixièmes qu'elle existe pour vous. Vous nous reprochez donc de vouloir abolir une forme de propriété qui ne peut exister qu'à la condition que l'immense majorité soit frustrée de toute propriété. En un mot, vous nous accusez de vouloir abolir* ***votre*** *propriété. En vérité, c'est bien ce que nous voulons*. »

La canicule du capitalisme

L'observatoire européen Copernicus annonce que 2023 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée.

Rien d'étonnant quand on voit les multiples sécheresses ou inondations, les canicules et incendies qui ont coûté des vies humaines et saccagé l'environnement toute l'année.

Aggravé par l'industrie et le fonctionnement du capitalisme, le réchauffement climatique est un problème global, mais il ne s'applique pas de la même manière pour tout le monde.

Dans les villes, les riches disposent de quartiers avec des espaces verts à proximité par exemple, ce qui limite la chaleur. À Bruxelles, on peut mesurer des différences de température atteignant 3 degrés entre le quartier le plus pauvre et le plus riche de la ville.

Les vagues de chaleur devenues régulières peuvent entraîner des problèmes de santé, voire tuer. Quel travailleur ne s'est jamais demandé si c'était humain de travailler à plus de 35 degrés dans des bureaux, en extérieur ou à l'usine !

Le secrétaire général de l'ONU s'exprimait en disant que « l'effondrement climatique a commencé ». Eh bien nous pouvons répondre que pour éviter son aggravation, il faudra l'effondrement du capitalisme rendu possible par les luttes collectives des travailleurs.

Ce n'est pas la crise pour tout le monde

Chômage en hausse, entreprises au ralenti. L'économie chinoise, qui exporte énormément de biens partout dans le monde, a été freinée lors de la crise du Covid non seulement par les restrictions face au covid (interdictions de voyager, commerces fermés, etc) mais aussi par le recul des échanges et de la consommation mondiale. A cette première diminution des commandes, se sont ajoutés la hausse de taxes et le boycott de plusieurs produits chinois imposés par les USA.

Les déboires des entreprises en Chine, notamment dans le secteur immobilier, impactent aussi les économies occidentales. Car des quantités importantes de capitaux américains et européens ont été investis en Chine, y compris dans ce secteur en quasi faillite.

Malgré les discours qui voudraient faire croire que les USA ou l'UE peuvent rompre commercialement avec la Chine, les capitaux et la production sont encore largement interconnectés !

La crise économique tend à s'aggraver et c'est partout que les conséquences s'en font sentir. Et partout les capitalistes veulent imposer aux travailleurs le chômage, les baisses de salaires, tout en continuant à empocher le maximum de profits.

Ainsi pour l'année 2023, malgré la crise, les dividendes dans les pays européens ont encore battu un record. Et pendant ce temps-là Delhaize franchise, les gouvernements s'attaquent aux retraites et aux allocations.

Les profits carburent

Les prix à la pompe atteignent à nouveau près de 2€. Dans les médias on accuse l'Arabie saoudite de « diminuer la production de pétrole ».

Mais ce sont principalement les grands trusts pétroliers comme Total-Energies, BP, Shell ou Exxon Mobil qui contrôlent la production et fixent les prix. Grâce à leur spéculation à la hausse sur l'essence, ils engendrent des bénéfices records ! Total, par exemple, a réalisé un profit de 9,14 milliards sur le premier semestre de 2023.

Le capitalisme tue

Dans l'usine Agristo située à Wielsbeke (Flandre occidentale) et spécialisée dans la production de frites, un travailleur est décédé à la suite d'un accident de travail.

Ses collègues ont remarqué que la ligne était à l'arrêt depuis un certain temps et quand ils sont venus voir, le travailleur était coincé entre deux éléments du convoyeur et déjà décédé.

Dans toutes les entreprises, les équipes de nuit fonctionnent en effectif réduit, le matériel n'est pas renouvelé suffisamment, les systèmes de sécurité laissent à désirer. Dans le capitalisme, la soif de profits des actionnaires prime sur la vie des travailleurs.

Toujours plus d'argent pour la guerre...

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les pays industrialisés s'arment et se militarisent à marche forcée : explosion des budgets de l'armée, retour du service militaire, propagande guerrière dans les médias, à l'école, etc.

La Belgique a augmenté son budget militaire de 14 milliards jusqu'en 2030. En comparaison, le fonds « blouse blanche » pour soutenir le recrutement à l'hôpital n'est que de 400 millions (35 fois moins !). Mais ce n'est pas encore assez pour l'état-major et l'OTAN. Il demande maintenant au moins 7 milliards pour l'achat de munitions (missiles, balles, obus).

En effet, avec le remplacement des systèmes d'armement, il faut changer toutes les munitions. En plus, l'OTAN exige désormais des stocks plus importants de munitions car les pays occidentaux se préparent activement à l'éventualité d'un prochain conflit mondial.

Tout cela est une aubaine pour les marchands de canon. La demande de munitions est si importante qu'ils font grimper les prix. Ils réalisent ainsi des profits records !

... et de soldats

En 2024, l'armée belge veut recruter 4 000 soldats. Après l'augmentation des budgets militaires, la préparation à la guerre continue en ajoutant de la future chair à canon.

Aujourd'hui 4 000, combien d'autres seront amenés plus tard, de gré ou de force, à être livrés à la boucherie sur les champs de bataille pour sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie ?

Il y a guerre... et business

Tandis que la guerre fait rage en Ukraine, la Belgique a augmenté ses importations de gaz naturel liquéfié russe en 2022, qui transite vers le reste de l'Europe. TotalEnergies serait le plus gros acheteur non-russe de GNL.

Des Ukrainiens et des Russes meurent... pendant que les capitalistes accroissent leurs profits ! Et ils voudraient nous entraîner dans cette guerre ? Pas question !

Ukraine : une horreur de plus

Mercredi 6 septembre, le secrétaire d'État américain a annoncé une aide supplémentaire de plus de 1 milliard de dollars. Ce budget, principalement pour des armes, prévoit maintenant des munitions à uranium appauvri plus performantes pour détruire les chars lourds.

Les pollutions à l'uranium et les restes de radioactivité sont très dangereuses pour les populations, les soldats, et aussi pour les générations futures.

L'OTAN n'en est pas à son coup d'essai, ce type d'armes avait déjà été utilisé lors de ses précédentes boucheries comme dans la guerre du Golfe en 1990 et la guerre des Balkans en 1999.

Guerre et corruption

En Ukraine, le président Zelenski a annoncé changer de ministre de la Défense parce qu'il fallait de « nouvelles approches ». En vérité, les scandales de corruption s'enchaînent et il a écarté un ministre trop proche des corrompus... si ce n'est corrompu lui-même.

Un ministre qu'il avait maintenu lorsqu'en janvier on découvrait l'achat de nourriture pour les soldats à des prix doubles ou triples de ceux du marché. Cette fois-ci, ce sont les vêtements qui sont achetés à trois fois le montant indiqué pour récupérer la différence.

Mais combien d'autres magouilles permettent aux industriels ou à la bureaucratie de se remplir les poches au détriment de la vie des soldats ?

Cette corruption et les horreurs de la guerre ne peuvent qu'accentuer la défiance de la population et des soldats vis-à-vis de cette guerre. En août, Zelenski a limogé tous les chefs des centres régionaux de recrutement qui vendaient les moyens d'échapper à la guerre.

En Ukraine, une partie de la population est devenue réfractaire à l'idée de combattre et l'armée a du mal à recruter.

Les échanges d'informations sur des canaux Telegram dépassent 100 000 individus, qui s'organisent pour éviter les recruteurs qui patrouillent dans les villes à la recherche d'hommes.

Le mythe d'une population unie derrière la guerre paraît loin.

Après avoir cru défendre leur pays contre la dictature de Poutine, les soldats ukrainiens peuvent mesurer qu'ils meurent pour les profits des oligarques ukrainiens et des capitalistes occidentaux.

Maroc : des milliers de vies bouleversées

D'après le décompte du 10 septembre, le séisme au Maroc a déjà causé plus de 2 100 décès et plus de 2 400 blessés, plongeant des milliers de vies dans le drame.

Comme toujours, les plus pauvres et les villages les plus reculés ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Les risques étaient connus, mais le roi et ses amis affairistes, dont beaucoup de bourgeois et de politiciens français, préfèrent l'entretien des palais à la construction de logements et de structures aux normes.

Taiwan : cadeau empoisonné

Après des ventes massives d'armes, des aides en formations et des fournitures militaires, ce sont maintenant directement des armes que les États-Unis vont offrir à Taïwan pour la première fois. Une provocation supplémentaire contre la Chine, soi-disant pour défendre la souveraineté de Taïwan.

Comment réagiraient les États-Unis si la Chine armait une île au large des côtes américaines ? Comme Cuba ?

Les capitalistes américains ne s'intéressent nullement au sort du peuple taiwanais. Tout comme en Ukraine, ils sont prêts à l'utiliser comme chair à canon pour affaiblir la Chine qu'ils entourent déjà de nombreuses bases militaires. Ils louchent surtout sur l'immense marché chinois dans lequel ils aimeraient pouvoir investir leurs capitaux sans devoir en céder une partie aux capitalistes chinois.

Congo : le vrai visage de l'impérialisme

Après des siècles d'esclavage, puis la colonisation, le Congo continue de subir la violence du pillage impérialiste.

La guerre sévit dans le Kivu, la région la plus riche en minerais. Les groupes armés y exploitent des enfants et des travailleurs payés une misère pour le compte des capitalistes de l'automobile et de la téléphonie.

Des millions de réfugiés s'entassent dans des camps construits à la va-vite, dans des conditions épouvantables, souvent sans le minimum d'eau pour survivre. La quasi-absence d'installations sanitaires a entraîné depuis quelques mois une recrudescence du choléra qui aurait déjà causé des centaines de morts, dont de nombreux enfants.

L'ONU a créé une force armée depuis 1999, la Monusco, prétendument pour arrêter la guerre qui dure depuis 1994. Mais ce n'est pas l'ONU, contrôlée par les pays qui ont colonisé et pillé l'Afrique, qui va résoudre cette situation catastrophique. La Monusco n'est qu'un groupe armé supplémentaire, avec son lot de corruption et de viols, qui vient encadrer le pillage impérialiste du pays.

Les autres forces en présence, l'armée congolaise et l'armée de l'EAC (Communauté est-africaine) se sont installées autour de la ville de Goma, au centre du Kivu, sans s'attaquer aux autres groupes armés mais rajoutant encore au nombre d'armes et à l'insécurité de la région.

Ces forces armées n'ont aucunement l'intention de réduire la violence dans cette région. Quand elles ne représentent pas directement les capitalistes occidentaux, elles sont au services des dictateurs ou autres chefs de guerre soutenus indirectement par les grandes firmes multinationales pour qui le coltan ou la cassitérite sont une matière première très convoitée.

Face à l'inaction de ces groupes, une partie de la population du Kivu ne cesse de se rebeller. Une majorité participe aux opérations « villes mortes », durant lesquelles la population reste chez elle et refuse d'aller travailler en signe de protestation. Certains bravent le risque de violence et vont jusqu'à manifester dans la rue avec des portraits de Lumumba, le premier 1er ministre du Congo assassiné en 1961 par des soldats belges et américains, ou de Kimpa Vita, une cheffe d'armée qui a lutté contre l'esclavagisme des Portugais à la fin des années 1600. D'autres encore ont tenté de s'armer pour organiser eux-mêmes la défense de la population.

En l'absence d'une autre perspective, de nombreux jeunes désirant se défendre se sont rassemblés derrière le pasteur Ephraïm Bisimwa qui a fondé une secte religieuse. Ces jeunes, surnommés les Wazalendo (les patriotes) se sont armés et ont commencé à organiser la défense de la ville de Goma, qui était menacée par le groupe armé du M23.

L'armée congolaise, qui n'avait rien fait contre les autres groupes militaires, a commencé en avril dernier à arrêter les Wazalendos armés d'armes blanches et de quelques armes à feu. Les Wazalendos ont commencé à diffuser à la radio des messages dénonçant la Monusco et d'autres groupes armés et les appelant à quitter le Congo.

Plusieurs manifestations contre la Monusco ont été organisées depuis juillet, et la secte Wazalendo se préparait à une nouvelle le 30 août. La nuit précédente, les militaires congolais ont assassiné une cinquantaine de jeunes Wazalendos désarmés pendant leur prière. La responsable et plusieurs animateurs de la radio feraient partie des victimes. 140 membres étaient également interpellés le même jour pour association de malfaiteurs et participation à un mouvement insurrectionnel.

La situation catastrophique laisse difficilement imaginer une amélioration de la situation. Pourtant, les richesses pillées chaque jour au Congo suffiraient à construire toutes les infrastructures nécessaires à une amélioration des conditions de vie pour des millions de Congolais. La nécessité de renverser le capitalisme se fait sentir chaque jour un peu plus.

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !